

Brochure n° 3022

Convention collective nationale

IDCC : 779. – **VOIES FERRÉES**
D'INTÉRÊT LOCAL

Brochure n° 3085

Convention collective nationale

IDCC : 16. – **TRANSPORTS ROUTIERS**
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

Brochure n° 3099

Convention collective nationale

IDCC : 1424. – **RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS URBAINS**
DE VOYAGEURS

Brochure n° 3156

Convention collective nationale

IDCC : 2149. – **ACTIVITÉS DU DÉCHET**

AVENANT DU 26 JUIN 2008
PORTANT MODIFICATIONS DES STATUTS RÉGISSANT L'IPRIAC
NOR : ASET0851098M

PRÉAMBULE

Considérant que l'IPRIAC a rejoint le groupement paritaire de prévoyance Prisme Prévoyance à dater du 6 juillet 2007 ;

Considérant que l'article L. 933-7 du code de la sécurité sociale dispose que « les statuts de tout organisme assureur faisant partie d'un groupement paritaire de prévoyance comportent obligatoirement une clause relative à l'appartenance à celui-ci »,

les organisations signataires ont décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} « Constitution » est complété comme suit :

« L'institution est membre du groupement paritaire de prévoyance Prisme Prévoyance. »

Article 2

L'article 3 « Objet » est complété comme suit :

« L'institution peut également accepter en réassurance les risques et engagements mentionnés au *b* du second alinéa de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale.

L'institution est habilitée à procéder à la délégation totale ou partielle de tout ou partie de ses contrats collectifs, dès lors que les délégations de gestion respectent les principes arrêtés en commission paritaire. »

Article 3

L'article 11 « Pouvoirs du conseil d'administration » est modifié comme suit :

« Dans le cadre de ses attributions, le conseil d'administration :

- établit chaque année un rapport qu'il présente à la commission paritaire et dans lequel il rend compte des opérations de délégation de gestion selon les modalités fixées par décret. »

Article 4

L'article 15.1 « Commission paritaire ordinaire » est complété comme suit :

« La commission paritaire ordinaire se réunit chaque année dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la réglementation en vigueur. Elle arrête les principes que doivent respecter les délégations de gestion. »

Article 5

Entrée en application

Le présent accord est applicable à compter de la date de sa signature.

Article 6

Dépôt et publicité

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail et d'un dépôt à la direction générale du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et d'une demande d'extension dans les conditions fixées respectivement par les articles L. 2231-6 et L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 26 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

- Union des fédérations de transport (UFT) ;
- Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) ;
- Union des transports publics (UTP) ;
- Fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF).

Syndicats de salariés :

- Fédération syndicaliste des cheminots FO ;
- Fédération générale des transports (FGT) CFTC ;
- Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;
- Fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ;
- Fédération nationale des syndicats de transports CGT ;
- Fédération nationale des transports UNCP-FO ;
- Syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC.